

**EMBARGO: NE PAS PUBLIER AVANT
1300 HEURES GMT LE 13 FEVRIER 1996**

PRESS/TPRB/26
7 février 1996

**LES PROBLEMES ECONOMIQUES NE DEVRAIENT PAS EMPECHER
LE VENEZUELA DE CONCENTRER SES EFFORTS SUR
LA REFORME DE SON REGIME COMMERCIAL**

Les graves problèmes économiques de ces dernières années, et notamment l'importante crise qu'a subie le secteur bancaire en 1994, ont donné un coup de frein au programme de réformes économiques et commerciales engagé par le Venezuela en 1989. Selon un rapport du Secrétariat de l'OMC sur les politiques et pratiques commerciales du Venezuela, le pays a largement réussi à maintenir le cap et à ne pas revenir sur ces réformes, mais les contrôles de change, introduits en 1994 pour endiguer la fuite des capitaux, pourraient bien avoir des répercussions notables sur son régime commercial. L'OMC consacrera deux jours à l'examen du rapport, les 12 et 13 février 1996.

La baisse des prix du pétrole sur le marché mondial a incité le Venezuela à faire des efforts pour libéraliser son économie. Malgré l'incidence considérable des quotas de production appliqués par le pays dans le cadre de l'OPEP, l'industrie pétrolière a une position dominante dans l'économie vénézuélienne et le pétrole détient la part du lion dans les exportations nationales. Le pétrole fournit également aux branches de production nationales une énergie bon marché et constitue pour l'Etat une importante source de revenus, utilisés non seulement pour financer de vastes programmes éducatifs et sociaux, mais également la large participation de l'Etat dans l'économie.

Le rapport indique que la libéralisation économique s'est accompagnée d'une nette ouverture du régime commercial. Le processus a été renforcé par la sécurité en matière d'accès aux marchés et l'amélioration de la transparence qui ont résulté de l'accession du pays au GATT en 1990. Le Venezuela, qui est Membre fondateur de l'OMC, a accepté de ramener le taux consolidé général de son tarif à 35 pour cent d'ici à 2004, soit une baisse de 15 pour cent par rapport au niveau plafond général négocié lors de son accession au GATT. Depuis 1992, le tarif d'usage est fondé sur le tarif extérieur commun du Groupe andin¹, dont les taux *ad valorem* sont pour la plupart de 5, 10, 15 et 20 pour cent. Un nouveau tarif, introduit en juillet 1995, a eu pour effet de réduire les crêtes tarifaires affectant certains produits de l'industrie automobile, les ramenant de 40 à 35 pour cent.

¹Sont membres du Groupe andin la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou et le Venezuela.

Le rapport relève que certains produits agricoles, par exemple la viande, les produits laitiers, le sucre et divers types de céréales, graisses et aliments transformés, sont assujettis depuis 1995 au Système andin de fourchette de prix, système où les prix planchers et plafonds sont liés à la moyenne mobile et à la fourchette des prix sur les marchés mondiaux au cours des cinq années précédentes, ce qui soulève des questions au sujet de la prévisibilité d'une telle forme de protection à la frontière, qui est comparable à bien des égards aux prélèvements variables. Le Venezuela applique la clause de sauvegarde spéciale pour 76 produits agricoles.

La libéralisation du secteur vénézuélien des services, qui représentait en 1993 62 pour cent du PIB, est en très bonne voie. Dans le passé, la protection des services contre la concurrence étrangère se traduisait par des coûts élevés et des inefficacités. Le secteur financier était en outre affaibli par les graves déficiences du système de surveillance et de réglementation. La crise du secteur bancaire de 1994, qui s'est étendue au secteur des assurances, a contraint l'Etat à acheter de nombreuses compagnies. Les mesures prises en 1994 ont largement libéralisé ce secteur et en ont modifié le fonctionnement et la structure en profondeur.

La participation de l'Etat dans le secteur des services de télécommunication est limitée. La compagnie nationale du téléphone, largement privatisée, a le monopole des services de base; toutefois, la concurrence joue librement pour tous les services autres que de base, et le nombre d'opérateurs privés a augmenté rapidement depuis l'ouverture du secteur en 1991. La situation devrait encore s'améliorer avec l'adoption d'une nouvelle loi sur les télécommunications et le recours plus important aux mécanismes du marché.

Depuis la fin des années 80, le Venezuela a passé de nombreux accords commerciaux bilatéraux et régionaux avec ses voisins ou avec d'autres pays d'Amérique centrale et du Sud. Il participe également à des projets de longue haleine comme les négociations en vue de la création d'une Zone de libre-échange des Amériques et l'Association latino-américaine d'intégration. Le rapport souligne qu'il importe que ces accords conservent un caractère ouvert et libéral.

Si le Venezuela doit de toute urgence résoudre ses problèmes macro-économiques, il doit aussi poursuivre le programme de réforme de son régime commercial. D'après le rapport, ces changements sont indispensables pour que le pays soit en mesure de relever les défis que représente la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay et de tirer parti des possibilités qu'elle offre.

Notes à l'intention des journalistes:

Le rapport du Secrétariat de l'OMC, ainsi que le rapport établi par le gouvernement vénézuélien, seront examinés par l'Organe d'examen des politiques commerciales de l'OMC (OEPC) les 12 et 13 février 1996. Ce dernier évalue collectivement, de manière régulière, toute la gamme des politiques et pratiques commerciales de chacun des Membres de l'OMC et suit les tendances et les événements qui peuvent avoir un impact sur le système de commerce mondial.

Un compte rendu des débats de l'OEPC et les observations récapitulatives formulées par le Président formeront avec ces deux rapports l'examen complet de la politique commerciale du Venezuela, qui sera publié en temps opportun et pourra être obtenu auprès du Secrétariat de l'OMC, Centre William Rappard, 154, rue de Lausanne, 1211 Genève 21.

A SUIVRE

Les rapports en question portent sur tous les aspects de la politique commerciale du Venezuela, y compris les lois et réglementations nationales, le cadre institutionnel, les différentes pratiques commerciales et la politique commerciale par secteur. Puisque l'Accord sur l'OMC est entré en vigueur, les "nouveaux domaines" que sont le commerce des services et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce sont aussi étudiés. On trouvera ci-joint les observations récapitulatives figurant dans le rapport du Secrétariat et des extraits du rapport du gouvernement. Les journalistes peuvent se procurer le texte complet des rapports, sur demande, auprès du Secrétariat de l'OMC.

Depuis décembre 1989, il a été procédé à l'examen de la politique commerciale des pays ou groupes de pays suivants: Afrique du Sud (1993), Argentine (1992), Australie (1989 et 1994), Autriche (1992), Bangladesh (1992), Bolivie (1993), Brésil (1992), Cameroun (1995), Canada (1990, 1992 et 1994), Chili (1991), Colombie (1990), Communautés européennes (1991, 1993 et 1995), Corée, Rép. de (1992), Costa Rica (1995), Côte d'Ivoire (1995), Egypte (1992), Etats-Unis (1989, 1992 et 1994), Finlande (1992), Ghana (1992), Hong Kong (1990 et 1994), Hongrie (1991), Inde (1993), Indonésie (1991 et 1994), Islande (1994), Israël (1994), Japon (1990, 1992 et 1995), Kenya (1993), Macao (1994), Malaisie (1993), Maroc (1989 et 1996), Maurice (1995), Mexique (1993), Nigéria (1991), Norvège (1991), Nouvelle-Zélande (1990), Ouganda (1995), Pakistan (1995), Pérou (1994), Philippines (1993), Pologne (1993), République slovaque (1995), Roumanie (1992), Sénégal (1994), Singapour (1992), Sri Lanka (1995), Suède (1990 et 1994), Suisse (1991), Thaïlande (1991 et 1995), Tunisie (1994), Turquie (1994), Uruguay (1992) et Zimbabwe (1994).

ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**VENEZUELA****Rapport du Secrétariat - Observations récapitulatives****Introduction**

Malgré les graves problèmes économiques rencontrés ces dernières années, le Venezuela a largement réussi à maintenir le cap et à ne pas revenir sur les importantes réformes commerciales qu'il avait engagées en 1989, en même temps qu'un vaste programme de réformes macro-économiques. Il se pourrait toutefois que les contrôles de change, introduits en 1994 pour endiguer la fuite des capitaux, aient des répercussions notables sur les échanges.

Le programme de réformes, entrepris en 1989 pour faire face à une détérioration de la balance commerciale et à de graves problèmes de devises, s'est traduit par des ajustements budgétaires, un resserrement de la politique monétaire et la suppression des contrôles des prix et des taux d'intérêt. Un taux de change flottant unique a été adopté. Les réformes économiques ont donné quelques résultats pendant la période 1990-1992, grâce aussi à la remontée des prix du pétrole intervenue en 1990; la croissance du PIB s'est accélérée et l'inflation s'est fortement ralentie. En 1991, aussi bien les finances publiques que la balance commerciale ont dégagé des excédents, et la dette extérieure a été complètement restructurée. Toutefois, la politique d'austérité budgétaire a provoqué une grave crise politique, et le rythme d'ajustement s'est ralenti à partir de 1992. L'économie a également connu une série de revers: il y a eu une importante crise dans le secteur bancaire, le PIB réel a diminué en 1993 et 1994, et le taux d'inflation a atteint environ 6 pour cent en 1995.

Les autorités ont essayé de lutter contre les pressions inflationnistes en mettant en place de nouveaux contrôles de prix pour les produits de première nécessité et les services de base. Parce qu'il craignait des conséquences sur le plan social, le gouvernement a hésité à prendre les nouvelles mesures rigoureuses qui s'imposaient pour réduire le déficit budgétaire, qui s'est aggravé parce qu'il a fallu soutenir les banques en difficulté. En juin 1994, afin de freiner la diminution des réserves internationales, les autorités ont introduit des contrôles de change pour toutes les transactions et fixé le taux de change nominal (vis-à-vis du dollar des Etats-Unis), ce qui a entraîné une appréciation de la monnaie en termes réels et une baisse de la compétitivité de nombreuses exportations vénézuéliennes. En décembre 1995, le bolívar a été dévalué d'environ 70 pour cent par rapport au dollar EU.

La libéralisation du régime commercial engagée en 1989 a été renforcée par la sécurité en matière d'accès aux marchés et l'amélioration de la transparence qui ont résulté de l'accession du pays au GATT en 1990. Dans le cadre de ce processus, il y a eu une rationalisation et une consolidation des droits de douane, ainsi qu'une réduction des taux maximaux et moyens des droits effectivement appliqués. Cependant, la progressivité de ces droits, censée encourager la transformation dans le pays des matières premières d'origine nationale, continue de caractériser la structure du tarif; en outre, certaines réductions des taux appliqués aux intrants importés destinés au montage d'automobiles sont subordonnées au respect des prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale. D'une manière générale, les prohibitions et le régime des licences à l'importation ont été réduits à ce qui est nécessaire pour protéger la sécurité ou la santé ou pour remplir les engagements pris au plan international; parmi les exceptions figurent certains biens de consommation importants. L'agriculture reste relativement protégée. Des progrès ont été réalisés dans les domaines de la protection de la propriété intellectuelle et de la politique en matière de concurrence.

A SUIVRE

Parmi les mesures de libéralisation, il convient de signaler les dispositions prises pour attirer les investissements privés et offrir des conditions plus sûres aux capitaux nationaux et étrangers, auxquels les mêmes règles devaient être appliquées. Ainsi, le programme de conversion de la dette publique a été étendu aux investisseurs étrangers et les secteurs des banques et des assurances ainsi que certaines branches des travaux et services publics ont été ouverts à la concurrence. Néanmoins, des contraintes constitutionnelles continuent de limiter la participation étrangère dans un certain nombre d'industries et secteurs de services-clés; l'accès des investisseurs étrangers à des activités comme l'information, le transport maritime et certains services professionnels est soit prohibé soit soumis à restriction, alors que le secteur des industries extractives (y compris les hydrocarbures) est réservé à l'Etat.

L'Etat continue donc de jouer un rôle prépondérant dans les secteurs des industries extractives, de la production manufacturière et des services, y compris la fourniture de combustibles et d'électricité, la banque, les assurances, le transport et les installations touristiques. Toutefois, des mesures sont prises pour permettre la participation des capitaux privés, par exemple dans le cadre d'accords d'association et d'exploitation dans le secteur pétrolier et par la privatisation de tous les hôtels et aménagements touristiques qui sont la propriété de l'Etat. Cela devrait contribuer à libéraliser la structure du marché, qui est encore caractérisé par des groupes intégrés verticalement, dont beaucoup sont contrôlés par l'Etat.

En 1993, la production manufacturière, non compris le raffinage du pétrole, a représenté environ 15 pour cent du PIB, l'agriculture environ 5 pour cent et les services 62 pour cent; quant à la part du pétrole, elle a été proche de 18 pour cent. Ce chiffre ne rend pas compte du rôle du pétrole, sur lequel repose l'économie et qui permet à lui seul de comprendre les principales tendances économiques de ces 20 dernières années. Le pétrole détient la part du lion dans les exportations, malgré l'incidence considérable des quotas de production appliqués par le pays dans le cadre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Il est aussi une abondante source d'énergie bon marché pour les branches de production nationales et contribue pour 60 pour cent aux recettes publiques, qui sont utilisés pour financer de vastes programmes éducatifs et sociaux ainsi que l'importante participation de l'Etat dans l'économie. Trouver un juste équilibre entre le pétrole et les autres secteurs est l'un des éléments du débat général sur la façon de gérer des recettes pétrolières extrêmement fluctuantes tout en diversifiant la structure économique de manière à tenir compte de l'avantage comparatif à long terme des activités non liées au pétrole.

Le Venezuela dans le commerce mondial

Les combustibles et les autres produits des industries extractives ont représenté 76 pour cent des exportations de biens et de services en 1993, contre 94 pour cent en 1980; la part des produits manufacturés a été d'environ 12 pour cent. Si l'on exclut les combustibles, les principaux produits d'exportation sont l'aluminium, les véhicules automobiles (surtout à destination des autres pays du Groupe andin), les produits sidérurgiques, le charbon et le coke, ainsi que le poisson en conserve ou simplement séché, salé ou en saumure.

En ce qui concerne les importations de biens et de services, les parts des produits manufacturés et des produits minéraux, environ 59 et 3 pour cent respectivement, ont peu varié entre 1980 et 1993. Les parts de l'agriculture et du tourisme ont quelque peu diminué et se sont établies à 10 et 13 pour cent, tandis que celle des services de transport est passée à 12 pour cent. Les principaux produits manufacturés importés sont les produits de l'industrie automobile et les machines non électriques; ces deux catégories ont représenté chacune à peu près 13 pour cent des importations totales de marchandises en 1993.

A SUIVRE

Les Etats-Unis sont le principal partenaire commercial du Venezuela; entre 1980 et 1993, leur part dans les importations a été de 46 pour cent, soit un léger recul, alors que leur part dans les exportations a atteint 56 pour cent. L'Union européenne est le deuxième partenaire commercial; sa part dans les importations a progressé et a atteint 32 pour cent en 1993 et sa part dans les exportations, environ 22 pour cent, est restée relativement stable. Les importations en provenance des autres pays d'Amérique latine ont aussi augmenté, atteignant quelque 18 pour cent en 1993; les exportations, par contre, sont tombées aux environs de 32 pour cent. Les échanges de marchandises avec les pays du MERCOSUR et la Colombie en particulier ont enregistré des progressions particulièrement importantes.

Cadre institutionnel

Le Venezuela n'a pas de législation fondamentale sur le commerce; les mesures commerciales sont essentiellement fondées sur une série de lois appliquées par voie de décrets et de règlements. Ces dernières années, plusieurs modifications ont été apportées à des lois se rapportant au commerce, à la suite d'engagements pris dans des enceintes régionales, en particulier le Groupe andin, ainsi qu'au GATT et à l'OMC. Les modifications ont concerné des lois sur la lutte contre le dumping, la normalisation et la concurrence; de nouvelles législations sont en cours d'élaboration dans des domaines tels que l'évaluation en douane, l'assurance-crédit à l'exportation, le régime des zones franches et la protection des droits de propriété industrielle.

L'Institut du commerce extérieur (ICE), qui fait actuellement partie du Ministère des relations extérieures, est chargé de la formulation et de la mise en oeuvre de la politique commerciale, y compris la coordination sectorielle. C'est lui qui représente le pays dans des enceintes multilatérales comme l'OMC et dans les négociations régionales ou bilatérales. Le Ministère des finances est responsable de la politique tarifaire. La politique de change et la politique monétaire sont formulées par la Banque centrale. Les politiques concernant les services relèvent de plusieurs institutions du secteur public, l'ICE coordonnant les négociations internationales. En vertu d'une législation qui doit encore être approuvée, l'ICE et le Ministère du développement seront remplacés par un Ministère de l'industrie et du commerce.

Le Venezuela a commencé à participer formellement au Cycle d'Uruguay quatre ans après son lancement. Il a ratifié l'Accord de Marrakech le 29 décembre 1994, devenant ainsi Membre fondateur de l'OMC. Pour le moment, il n'a l'intention de signer aucun des Accords plurilatéraux. Les autorités considèrent que les résultats du Cycle d'Uruguay sont particulièrement bénéfiques dans des domaines tels que les textiles et les vêtements, la lutte contre le dumping, les mesures compensatoires et les services professionnels et financiers, mais elles font preuve de circonspection pour les questions environnementales et la protection des droits des travailleurs.

Depuis la fin des années 80, le renforcement et l'expansion des accords régionaux et bilatéraux sont des éléments importants de la politique commerciale. Actuellement, le Venezuela participe aux engagements relatifs à la zone de libre-échange souscrits dans le cadre du Groupe andin, avec l'application du tarif extérieur commun (TEC), et dans le cadre du Groupe des Trois (avec la Colombie et le Mexique). Des arrangements bilatéraux ont été conclus avec les différents membres du Marché commun centraméricain (MCCA), les partenaires de l'ALADI, les pays du MERCOSUR et Cuba; le Venezuela accorde unilatéralement un traitement préférentiel à certaines importations en provenance des pays du MCAC et du Marché commun des Caraïbes (CARICOM). Il participe également à des projets de longue haleine comme les négociations en vue de la création d'une Zone de libre-échange des Amériques et l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI).

Caractéristiques et tendances de la politique commerciale

Evolution de la politique commerciale et des instruments y relatifs

Le Venezuela a réorienté sa politique commerciale en 1989, en abandonnant progressivement le système de remplacement des importations au profit d'un régime plus ouvert, dont l'objectif était de réduire les facteurs faisant obstacle aux exportations et d'intégrer davantage l'économie aux marchés mondiaux. Dans le cadre de cette politique, les droits de douane, les restrictions à l'importation et les mesures d'aide aux exportations ont tous été réduits.

Lorsqu'il a accédé au GATT, le Venezuela a consolidé son tarif à un niveau plafond général de 50 pour cent. Il a renforcé cet engagement pendant le Cycle d'Uruguay en acceptant de ramener le taux consolidé général à 35 pour cent d'ici à 2004.

Depuis 1992, le tarif d'usage est fondé sur le tarif extérieur commun du Groupe andin, qui comprend des taux *ad valorem* de 5, 10, 15 et 20 pour cent (avec certaines exceptions). La progressivité des droits a pour objet de promouvoir le développement industriel, en encourageant les pays andins à procéder à une transformation plus poussée des matières premières originaires de la région. Un nouveau tarif, introduit en juillet 1995, a eu pour effet de réduire les crêtes tarifaires affectant certains produits de l'industrie automobile, les ramenant de 40 à 35 pour cent. La plupart des taux sont des taux *ad valorem*, mais certains produits sont soumis à des droits spécifiques et composites.

Les concessions tarifaires ont été rationalisées: des conditions de faveur ne sont accordées que pour les importations relevant d'accords préférentiels ou qui entrent dans des zones franches, l'admission temporaire, l'admission à des fins d'amélioration ou de remplacement des stocks. Des droits réduits ou nuls sont appliqués aux intrants, matières premières et biens d'équipement qui ne sont pas produits ou qui ne peuvent pas être obtenus dans la sous-région andine. Des taux réduits sont aussi appliqués aux parties de véhicules automobiles destinées au montage, sous réserve que les monteurs respectent les prescriptions relatives à la teneur en éléments d'origine nationale. La protection effective de l'industrie du montage est donc beaucoup plus élevée que ne le laissent penser les taux nominaux.

En 1995, le Venezuela a adopté le Système andin de fourchette de prix, à la place d'un système national analogue qui existait depuis 1991. Ce système s'applique aux importations de certains produits agricoles (dont la viande, les produits laitiers, le sucre et divers types de céréales, graisses et aliments transformés) qui ne sont pas originaires de la région. Il a pour objectif déclaré de stabiliser le prix intérieur de ces produits d'une manière compatible avec la mise en oeuvre du tarif extérieur commun par tous les pays du Groupe andin. Chaque fois que le prix de référence tombe au-dessous d'un niveau plancher, un prélèvement *ad valorem* est ajouté au taux du TEC et, inversement, un prélèvement est soustrait de ce taux si le prix de référence dépasse un niveau plafond; les prix plancher et plafond sont liés à la moyenne mobile et à la fourchette des prix sur les marchés mondiaux au cours des cinq années précédentes. Etant donné que, dans le cadre du système, les taux effectivement appliqués pourraient théoriquement être supérieurs au niveau consolidé, on peut se poser des questions au sujet de la prévisibilité d'une telle forme de protection à la frontière, qui est comparable à bien des égards aux prélèvements variables.

En mai 1995, les redevances pour les opérations douanières ont été supprimées. A partir d'avril 1992 des surtaxes tarifaires ont été appliquées aux importations de produits agricoles relevant de 15 positions à dix chiffres de la NANDINA, dont certains types de fromages, le maïs et les eaux minérales. Selon les autorités, ces surtaxes devaient être éliminées en janvier 1996.

A SUIVRE

Depuis septembre 1994, un impôt sur les ventes en gros et sur la consommation (de produits de luxe), de type TVA, dont les taux vont de 12,5 à 32,5 pour cent, est appliqué à toutes les marchandises, à l'exclusion de certains produits alimentaires de première nécessité, aux services et aux redevances provenant de l'exploitation de tous les types de droits de propriété intellectuelle. Il y a des taxes intérieures additionnelles sur les boissons alcooliques, qui frappent uniquement les produits importés; au moment de l'achèvement du présent rapport, le Secrétariat n'avait pas de renseignements sur les taux de ces taxes.

Les prohibitions à l'importation ne frappent que les véhicules automobiles d'occasion ou les modèles anciens, les articles de friperie, les pneumatiques usagés et les jeux de hasard. Les licences d'importation restrictives semblent d'une manière générale avoir été éliminées, alors que l'obligation d'avoir un permis d'importer est maintenue pour plusieurs produits à des fins de protection de l'environnement et de la santé et pour des raisons de sécurité. Les droits d'importation exclusive sont maintenus pour quelques produits dont l'importation nécessite une autorisation préalable. Ces dernières années, des efforts ont été faits pour actualiser la législation et les arrangements institutionnels dans le domaine de la normalisation; en juin 1993, de nouveaux règlements obligatoires ont été adoptés, qui visent, entre autres, les parties de véhicules automobiles, les produits chimiques, les produits alimentaires, les articles d'hygiène et les jouets.

En raison de l'absence de données complètes sur l'importance des entreprises d'Etat, il n'est pas possible de savoir exactement dans quelle mesure l'Etat participe à la production et au commerce. La législation concernant les marchés publics permet, mais n'exige pas, d'accorder un traitement préférentiel aux fournisseurs nationaux; les seules données sur les marchés fournies par les autorités portent sur les opérations de la compagnie pétrolière nationale, PDVSA.

Comme il s'y était engagé au moment de son accession au GATT, le Venezuela a introduit le critère du dommage, applicable sur la base de la réciprocité, dans sa législation sur les mesures antidumping et compensatoires. Entre 1992 et 1995, des droits antidumping ont été imposés à trois reprises sur des produits manufacturés, tandis que des droits compensateurs ont été appliqués à l'encontre d'importations de fromages.

Un régime de licences d'exportation est appliqué à quelques produits, dont les engrais, certains métaux et les substances radioactives. Une surtaxe, qui doit être éliminée progressivement en 1996, est perçue sur les exportations de pétrole. La portée de l'aide à l'exportation des produits agricoles, qui représente 10 pour cent de la valeur f.a.b., a été réduite ces dernières années. Pendant le Cycle d'Uruguay, le Venezuela s'est engagé à réduire de 24 pour cent les dépenses budgétaires au titre des subventions à l'exportation et de 15 pour cent les quantités subventionnées. Les articles manufacturés bénéficient d'un système de remise de droits pour les importations d'intrants [et de biens d'équipement]. Des financements à l'exportation en monnaie nationale sont offerts à des conditions de faveur, alors que les prêts libellés en devises s'effectuent à des conditions commerciales.

Le régime des zones franches, qui existe depuis plus de 20 ans, est le seul instrument de développement régional; son incidence sur l'économie nationale reste limitée.

Pour ce qui est des notifications à présenter à l'OMC, le Venezuela a respecté ses obligations dans les domaines suivants: MIC, mesures sanitaires et phytosanitaires (points d'information nationaux), règles d'origine, mesures antidumping, subventions et mesures compensatoires, sauvegardes, et textiles et vêtements. Il n'a pas encore adressé de notifications sur les restrictions à l'importation, les prohibitions à l'importation, les formalités de licences et le commerce d'Etat, ni sur les programmes

de crédit d'impôt et de financement des exportations. Le Système andin de fourchette de prix mis en place en 1995 n'a pas non plus été notifié.

La production nationale reçoit une aide sous la forme d'un approvisionnement en produits pétroliers raffinés à des prix inférieurs aux cours du marché mondial et de diverses autres subventions. Par exemple, l'agriculture bénéficie de certains avantages fiscaux, de subventions à l'achat d'intrants pour l'irrigation et l'électricité, et de prix à la production fixes pour certains produits. Le fait d'établir des prix de détail maximaux pour certains produits alimentaires et certains services, et de surveiller ces prix, peut désavantager certaines entreprises locales; par contre, le tabac et les cigarettes importés ne peuvent pas être vendus à un prix inférieur à celui qui est pratiqué pour les marques nationales. La politique en matière de concurrence adoptée en 1992 a permis de revoir des pratiques comme la cartellisation, les fusions, le boycottage et l'abus de position dominante; elle pourrait à long terme renforcer la concurrence sur le marché intérieur.

Compte tenu des possibilités d'accès minimales prévues par l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, les quantités importées visées par les engagements en matière de contingents tarifaires doivent pour la plupart des produits agricoles augmenter progressivement d'environ 67 pour cent d'ici à 2004; toutefois, il n'y aura pas d'augmentation pour un certain nombre de produits, dont le lait, les céréales et le sucre. Le mécanisme d'administration des contingents tarifaires devait être mis en place en 1996. Le Venezuela applique la clause de sauvegarde spéciale pour 76 produits agricoles. Dans le cadre de ses obligations relatives à la mesure globale du soutien (MGS), il devrait réduire de 13,3 pour cent le soutien accordé aux producteurs nationaux par le jeu de prix fixes et de subventions à l'achat d'intrants.

La protection des droits de propriété intellectuelle est fondée sur une législation nationale adoptée en 1993 et des mesures complémentaires prises en 1994 dans le cadre du Groupe andin. La nouvelle législation couvre un large éventail d'oeuvres, mais son application poserait des problèmes. Le Venezuela a signé presque toutes les principales conventions internationales relatives à la propriété intellectuelle, aux marques de fabrique ou de commerce, au droit d'auteur et à la protection par les brevets, et il est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Les autorités considèrent que la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC ne devrait nécessiter aucun changement fondamental, sauf dans le cas de certaines mesures à la frontière pour lesquelles des modifications sont en cours.

Politiques sectorielles

Dans le cadre des réformes engagées en 1989, de gros efforts ont été faits pour réduire les distorsions défavorables aux exportations, notamment par la privatisation et la déréglementation de l'économie. Toutefois, ces distorsions demeurent du fait du maintien de politiques sectorielles qui favorisent les groupes "chefs de file". Il est à craindre que les effets externes positifs produits par les secteurs concernés ne suffisent pas à compenser la mauvaise affectation des ressources nationales qui résulte de ces politiques.

Les secteurs pour lesquels le régime actuel risque d'avoir le plus d'effets négatifs sont ceux des industries extractives et du pétrole, qui ne bénéficient que de peu de protection contre les importations. L'aide à l'agriculture semble modérée par rapport à celle qu'accordent certains des principaux producteurs mondiaux, mais la protection et le soutien interne en ont fait un secteur aux coûts élevés, isolé des marchés internationaux. L'agriculture a été sérieusement affectée au début de la mise en oeuvre du programme de libéralisation; récemment, de nouvelles formes de soutien ont été mises en place, surtout par le jeu des mesures décrites plus haut (Système andin de fourchette de prix, crédits à des conditions de faveur, etc.). Les autorités étudient actuellement un projet de loi sur le développement agricole et la sécurité alimentaire, ainsi que la possibilité de mettre en place un système

A SUIVRE

de défense commerciale et des incitations à la production pour compenser les distorsions perçues sur les marchés agricoles mondiaux.

L'objectif de la politique industrielle actuelle est de promouvoir certains groupes industriels et d'encourager la création de la valeur ajoutée sur le marché national, surtout par la progressivité des droits. Quelques sous-secteurs - raffineries de pétrole, sidérurgie et production d'aluminium - sont particulièrement axés sur l'exportation. Par ailleurs, le secteur manufacturier (en particulier les industries alimentaires et automobile) est tourné vers le marché intérieur et, en dehors de la région andine, il n'est pas particulièrement compétitif. Le manque d'efficacité est compensé en partie par les subventions accordées par l'Etat sous la forme d'intrants bon marché (surtout des combustibles et autres produits pétroliers raffinés dont les prix sont inférieurs à la normale). Ces derniers temps, les aides de l'Etat ont concerné le rééchelonnement de la dette et la recapitalisation.

La libéralisation est relativement poussée dans le secteur des services, et de nouveaux progrès sont attendus. Dans le passé, les services étaient protégés contre la concurrence étrangère, ce qui se traduisait par des coûts élevés et des inefficacités; de nombreux services, notamment les banques, étaient soumis à de fortes pressions, qui créaient des distorsions. Dans le secteur financier, la concurrence était entravée par les nombreuses restrictions concernant l'admission des banques étrangères et par les graves déficiences du système de surveillance et de réglementation. Une crise majeure a éclaté dans le secteur bancaire en 1994, lorsque les autorités ont dû soit nationaliser soit fermer un grand nombre d'établissements en activité. Elle s'est étendue au secteur des assurances, et là aussi, il a fallu que l'Etat achète de nombreuses compagnies. Les mesures prises en 1994 se sont traduites par une série de consolidations et par l'adoption de nouvelles lois ou la révision de lois en vigueur, qui devraient modifier en profondeur le fonctionnement et la structure du secteur financier.

L'inefficacité des méthodes de travail dans les ports a constitué un grave handicap pour les exportateurs de produits non minéraux; pour résoudre les problèmes, les autorités ont entamé, en 1991, un processus de restructuration dans le cadre duquel les services portuaires ont été privatisés ou transférés aux gouvernements des Etats. Les réformes entreprises pour accroître la concurrence dans le secteur des transports maritimes semblent avoir entraîné une réduction considérable du nombre de chantiers navals et de navires battant pavillon vénézuélien.

La participation de l'Etat dans le secteur des services de télécommunication est limitée. La compagnie nationale du téléphone, largement privatisée, a le monopole des services de base; toutefois, la concurrence joue librement pour tous les services autres que de base, et le nombre d'opérateurs privés a augmenté rapidement depuis l'ouverture du secteur, en 1991. La situation devrait encore s'améliorer dans le secteur avec l'adoption d'une nouvelle loi sur les télécommunications et le recours plus important aux mécanismes du marché.

Initiatives récentes

En 1995, les autorités élaboraient des textes législatifs visant à établir un nouveau système d'évaluation en douane, à aligner la législation relative aux zones franches sur l'Accord de l'OMC sur les subventions, à créer une banque du commerce extérieur et à modifier les réglementations sur la protection des consommateurs et les droits de propriété industrielle; elles envisageaient d'adopter une réglementation sur les cartels d'importation.

Politiques commerciales et partenaires commerciaux

Le Venezuela a été récemment inclus parmi les pays du Groupe andin qui bénéficieront jusqu'en 1998 d'avantages élargis dans le cadre du schéma SGP de l'Union européenne. Les autorités considèrent cette mesure comme une incitation importante pour les exportations non traditionnelles vers l'UE. Un contingent tarifaire est appliqué aux exportations de bananes vers l'UE. Les exportations de certains articles manufacturés ont fait l'objet de droits antidumping ou compensateurs dans l'UE et aux Etats-Unis, et une affaire analogue a récemment été à l'étude au Mexique.

Le Venezuela, avec d'autres parties contractantes, a été partie plaignante dans deux différends portés devant le GATT au sujet de mesures à l'importation des bananes appliquées par l'UE et ses Etats membres. Une procédure a été entamée dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC pour la question des normes appliquées par les Etats-Unis à l'importation d'essence ancienne et nouvelle formules.

Conclusion

Si le Venezuela doit de toute urgence résoudre ses problèmes macro-économiques, il doit aussi poursuivre la réforme de sa politique commerciale et des politiques connexes. Cela est indispensable s'il veut que son économie ait une meilleure faculté d'adaptation et soit mieux armée pour relever les défis que représente la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay et tirer parti des possibilités qu'elle offre. Il lui faut donc pousser plus loin le processus de libéralisation engagé en 1989 et veiller à ce que l'application des contrôles de change ne lèse pas les intérêts de ses partenaires commerciaux.

Si l'intégration dans le cadre des accords régionaux, en particulier du Groupe andin, peut permettre de réaliser des économies d'échelle sur un marché régional élargi, il importe que ces accords conservent un caractère ouvert et libéral dans le contexte du système multilatéral. A en juger par la structure progressive du tarif extérieur commun du Groupe andin, et par d'autres arrangements pris dans ce cadre, certains secteurs continueront de bénéficier de niveaux de protection particulièrement élevés et d'autres, dont les industries exportatrices, continueront d'être implicitement pénalisés par le régime commercial.

Pour pousser plus avant la libéralisation et lutter durablement contre les facteurs faisant obstacle aux exportations, le Venezuela doit abandonner la politique actuelle qui consiste à encourager certains groupes industriels et éliminer les distorsions intersectorielles au profit d'un régime commercial plus neutre. Ce processus serait facilité par l'élimination des distorsions créées par l'utilisation d'intrants bon marché, en particulier les combustibles et autres produits pétroliers raffinés fournis à des prix inférieurs à la normale. Une ligne d'actions qui ferait davantage appel aux prix du marché et viserait à réduire le rôle de l'Etat dans l'économie, accompagnée d'une modification du régime d'investissement, ne pourrait que donner du ressort à l'économie et renforcer la base d'exportations.

ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**VENEZUELA****Rapport du gouvernement - Extraits récapitulatifs****Résumé analytique**

Le Venezuela est doté de richesses naturelles considérables; ses vastes ressources pétrolières, minérales et hydro-électriques, entre autres ressources non moins importantes, ont fait du pays une puissance énergétique sur le continent américain.

La conjoncture économique mondiale actuelle, marquée par le processus de globalisation et d'internationalisation des économies, a contraint le Venezuela à réorienter son appareil productif et à redéfinir sa politique commerciale.

Depuis le début de 1989, le pays connaît une activité intense dans le domaine de la politique commerciale, les principaux faits marquants étant sa participation à part entière au système multilatéral de commerce à travers son accession au GATT en 1990 et son accession ultérieure à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en janvier 1995.

Par ailleurs, l'intégration commerciale avec les proches voisins s'est renforcée, aboutissant à l'établissement de l'Union douanière au sein du Groupe andin (Accord de Carthagène) et à la signature d'accords de libre-échange conjointement avec la Colombie aussi bien avec le Mexique (Groupe des Trois) qu'avec les pays d'Amérique centrale (Accord sur le commerce et l'investissement). Outre les divers accords commerciaux bilatéraux qu'il a conclus avec certains pays des Caraïbes, le Venezuela a signé avec les pays du CARICOM un accord de libre-échange prévoyant des concessions non réciproques.

En outre, le processus d'intégration des pays de l'Amérique latine s'est accéléré (Accords avec le Chili, le Brésil et l'Argentine) et des progrès concrets ont été réalisés dans la création de la Zone de libre-échange des Amériques.

Au cours des prochaines années, le Venezuela poursuivra sa politique de négociation et d'ouverture commerciale afin de créer un espace économique élargi qui lui permette d'améliorer la compétitivité de son économie dans l'environnement économique international.

Environnement économique et commercial

En 1989, le Venezuela a engagé un processus de réformes et d'ajustement de caractère structurel. Depuis lors, le gouvernement national met en oeuvre un Programme d'ajustement et de stabilisation visant à réduire les déséquilibres financiers et monétaires ainsi que dans les domaines des changes et de la balance des paiements, qui freinent la croissance de l'économie et la capacité de pénétration sur les marchés extérieurs.

La nouvelle orientation donnée à la politique économique consistait principalement à ouvrir le pays sur l'extérieur, à encourager la diversification des exportations et l'investissement privé afin de favoriser la croissance de la production, et à redéfinir les fonctions de l'Etat.

A SUIVRE

A la suite des mesures de politique économique qui ont été adoptées, le niveau de l'activité économique a baissé de 8,6 pour cent en 1989, ce qui est essentiellement imputable, sur le plan de l'offre, à l'augmentation des coûts liés à la dépréciation de la monnaie et, sur le plan de la demande, à la stagnation du marché intérieur, stagnation elle-même imputable au rythme de l'inflation qui a atteint 81 pour cent sous l'effet de la libération des prix et de l'unification du taux de change. Par ailleurs, le ralentissement de l'activité intérieure a eu une incidence négative sur les niveaux de l'emploi, engendrant un taux de chômage de 9,7 pour cent.

De 1990 à 1992, malgré les difficultés politiques qui ont engendré un climat d'instabilité sociale et la crise économique mondiale qui s'est traduite principalement par une contraction des prix des principaux produits d'exportation du pays (pétrole, aluminium, acier, charbon et produits chimiques), le Venezuela a renforcé le programme d'ajustement structurel et de réformes économiques mis en oeuvre à partir de 1989, afin de faire progresser le processus de développement économique du pays. A cet effet, des mesures ont été prises afin d'accélérer l'ouverture de l'économie, d'encourager la décentralisation politique et administrative de l'Etat, d'arriver à des compromis sur le plan social ainsi que de renforcer la démocratie, de procéder à des privatisations et de gérer de manière équilibrée les finances publiques.

En ce qui concerne la politique en matière de privatisation, celle-ci constitue un instrument central de la politique économique et vise principalement à encourager les investissements afin de relancer la production de biens et services dans un ensemble d'entreprises qui sont la propriété de l'Etat. Depuis 1989, l'Etat vénézuélien a cédé 29 entreprises et autres actifs, opérations réalisées de manière transparente qui ont rapporté 2 400 millions de dollars et qui, outre les recettes qu'elles ont procurées, se sont traduites par le transfert au secteur privé de quelque 44 000 emplois et par une économie sur le plan des frais de fonctionnement et des investissements qui auraient dû être assumés par l'Etat s'il en était resté propriétaire.

Pour ce qui est de l'évolution des variables macro-économiques pendant cette période, on a pu observer qu'en 1990, 1991 et 1992, le produit intérieur brut (PIB) s'est accru à un rythme de 6,5, 10,4 et 6,8 pour cent respectivement. Le ralentissement de 1992 s'explique principalement par le fait que la part que représente le secteur pétrolier dans le PIB a diminué de 1,9 pour cent, ce qui est imputable à la baisse de la demande, les pays industrialisés ayant davantage recouru aux stocks pour satisfaire les besoins de consommation, ainsi qu'à l'offre excédentaire de pétrole brut sur les marchés internationaux qui a affecté le niveau des prix, lesquels sont tombés en moyenne à 15,25 dollars EU le baril.

Toutefois, alors que le programme d'ajustement était appliqué depuis quatre ans, l'instabilité politique et sociale a retardé la mise en oeuvre de certaines des réformes prévues, surtout en ce qui concerne le système financier et la fiscalité, ainsi que les moyens qui permettraient au gouvernement de se procurer des recettes plus importantes pour financer l'important déficit budgétaire et poursuivre la lutte contre l'inflation.

En conséquence, le gouvernement transitoire de M. Ramón J. Velásquez, en vertu des pouvoirs spéciaux que lui a conférés le Congrès de la République, a mis en place à la fin de 1993 la taxe sur la valeur ajoutée en tant qu'instrument important devant permettre d'obtenir des recettes fiscales et de financer le déficit.

Cette taxe a été supprimée ultérieurement par M. Rafael Caldera lorsqu'il a assumé la présidence de la République et a été remplacée par l'impôt sur les ventes en gros et celles de produits de luxe afin de ne pas pénaliser directement les consommateurs.

A SUIVRE

En raison des difficultés à mettre en oeuvre les réformes, entre autres, le système financier a connu la crise la plus grave de toute son histoire, dont les effets se sont surtout fait sentir en 1994. Les aides financières accordées par le gouvernement afin de remédier à l'incapacité des établissements financiers de faire face à leurs engagements envers le public ont aggravé les déséquilibres des finances publiques et des comptes extérieurs du Venezuela et, en fin de compte, ont affecté le niveau de ses réserves internationales. Tout cela a conduit l'Exécutif à prendre des mesures d'urgence afin de freiner les pressions qui s'exerçaient sur les niveaux des prix et le taux de change, et un contrôle des changes ainsi que des prix pour les produits de première nécessité a été mis en place vers le milieu de 1994.

En outre, un plan d'urgence dans le domaine budgétaire, connu sous le nom de Plan Sosa, a été mis en oeuvre afin de réduire le très important déficit budgétaire qui s'est trouvé aggravé par la dette de l'Etat envers la Banque centrale du Venezuela. Conformément à ce plan, une série de réformes fiscales ont été mises en place ainsi qu'un impôt sur les actifs des entreprises et un impôt sur les débits bancaires, qui n'a été perçu que pendant une année.

Il en a résulté en 1994 une baisse de l'activité économique de l'ordre de 3,3 pour cent et une accélération de l'inflation, qui a atteint 70,8 pour cent, niveau néanmoins inférieur à celui enregistré en 1989, alors que le déficit budgétaire restait stationnaire, l'effet des réformes ne s'étant pas encore fait sentir.

Pour 1995, on espère que le Produit territorial brut progressera d'au moins 1 pour cent, principalement grâce au secteur pétrolier, ce qui compensera le ralentissement de l'activité de production dans le pays. L'inflation cumulée jusqu'au mois d'octobre 1995 atteint un niveau proche de 40 pour cent, inférieur à celui de 1994, ce qui s'explique par l'augmentation des recettes fiscales internes (hors pétrole) et par le maintien du taux de change à 170 bolívares pour 1 dollar EU, taux en vigueur au moment de la mise en place du contrôle des changes. Le taux de chômage déclaré était de 11 pour cent au premier semestre de 1995, ce qui est satisfaisant si l'on tient compte de l'ampleur de la crise financière qu'a connu le pays en 1994 et qui a eu une incidence négative sur l'appareil de production.

Le maintien d'un taux de change fixe s'est traduit par une appréciation réelle importante du bolívar et par une pression constante sur le niveau des réserves disponibles, qui ont atteint en novembre 4 500 millions de dollars, niveau que la Banque centrale du Venezuela fixe comme limite minimale. Néanmoins, les limitations de la libre convertibilité n'ont pas freiné les courants d'échanges; au contraire, on a observé entre 1994 et 1995 un accroissement de 25 pour cent des importations en provenance du reste du monde.

L'amélioration du recouvrement de l'impôt grâce au Système intégré d'administration fiscale (SENIAT) ainsi que les programmes de diminution des dépenses du gouvernement national ont permis de réduire le déficit budgétaire, résultat qui, espère-t-on, témoigne clairement des intentions du gouvernement de rétablir l'équilibre des finances publiques.

Néanmoins, pendant toutes ces années de récession, de reprise puis de récession, les résultats en matière de commerce extérieur ont été positifs. Les exportations de pétrole ont augmenté, atteignant leur niveau maximum en 1991, puis ont fléchi entre 1992 et 1994 et ont amorcé une reprise en 1995.

Le fait marquant en la matière est l'évolution des exportations dites non traditionnelles, autres que de pétrole ou de minerai de fer, qui ont augmenté à un rythme moyen annuel de 6,2 pour cent entre 1989 et 1994, passant de 2 994 millions de dollars en 1989 à 4 580 millions en 1995. On notera à cet égard la diversification des produits exportés par le Venezuela ainsi que de ses marchés, au premier rang desquels vient la Colombie, supplantant les Etats-Unis.

A SUIVRE

Il importe également de souligner qu'il s'agit d'exportations effectuées à 66 pour cent par le secteur privé, ce qui réduit la part des exportations de matières premières réalisées par les entreprises d'Etat.

Cette évolution s'explique par l'orientation de la politique commerciale actuellement suivie, qui a été fondée sur le développement des exportations non traditionnelles et sur le renforcement des processus d'intégration et de négociation au niveau international.

Les déséquilibres macro-économiques susmentionnés exigent l'adoption d'un programme d'ajustement pour rétablir les équilibres macro-économiques de façon à permettre d'engager un processus de croissance soutenue à partir de 1996, reposant principalement sur l'initiative privée et sur une croissance tournée vers l'extérieur. A cet effet, le gouvernement national négocie actuellement avec le Fonds monétaire international un programme général d'ajustement prévoyant, parmi les domaines appelant une attention prioritaire, la réduction progressive du déficit budgétaire, l'assouplissement du contrôle des changes, le renforcement du secteur financier, une réforme structurelle du système de sécurité sociale, l'expansion des programmes sociaux, la dynamisation de l'appareil de production, l'extension du régime de la concurrence au niveau des prix, de nouvelles mesures en matière de taux d'intérêt, l'emploi-formation, ainsi que la réforme de l'administration publique et la privatisation.

Evolution de la politique commerciale pendant la période 1990-1995

La politique commerciale pendant la période 1990-1995 a été menée conformément aux grandes lignes définies dans le Décret n° 239 du 30 mai 1989, qui fixe les Principes de la politique commerciale du Venezuela.

Le Décret n° 239 prévoit notamment ce qui suit: réforme tarifaire, élimination des restrictions paratarifaires, assouplissement des formalités administratives à l'exportation, établissement de mécanismes permettant de lutter contre la concurrence déloyale, formulation de la politique générale de promotion des exportations, adaptation des engagements au niveau du Groupe andin et accession du Venezuela au GATT.

Pendant les deux premières années d'application du décret susmentionné, des résultats importants ont été obtenus en matière de politique commerciale. En premier lieu, il a été procédé à une réforme complète du tarif des douanes prévoyant l'abaissement, d'ici à 1992, de 40 à 20 pour cent des taux plafonds et fixant quatre niveaux de taux en fonction du degré de transformation des produits, à savoir 5, 10, 15 et 20 pour cent, exception faite des véhicules automobiles pour lesquels le taux de droit est de 35 pour cent. Les restrictions non tarifaires à l'importation ont également été réduites au minimum, seules subsistant celles qu'autorise l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et qui sont appliquées à des fins de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, de préservation des végétaux, de protection de la moralité publique et de l'environnement, ainsi que pour des raisons de sécurité ou de défense nationale.

En tant qu'élément fondamental de la politique commerciale, l'accent a été particulièrement mis sur les processus de négociation aux niveaux multilatéral et bilatéral ainsi que d'intégration commerciale, dans le but d'accroître l'accès des produits vénézuéliens aux marchés internationaux, et tout spécialement aux marchés des pays latino-américains. Il convient de noter à cet égard les actions entreprises en vue de la participation du Venezuela aux négociations du Cycle d'Uruguay et de son accession à l'Organisation mondiale du commerce en tant que Membre originel, le renforcement de l'Accord de Carthagène, la signature de l'Accord du Groupe des Trois, la participation aux initiatives prises en vue du Sommet des Amériques et d'autres mesures entrant dans le cadre de l'intégration des

A SUIVRE

pays d'Amérique latine, comme la signature de l'Accord de libre-échange avec le Chili et des Accords de complémentarité économique avec le Brésil, l'Argentine, les pays d'Amérique centrale et la Communauté des Caraïbes.

Cycle d'Uruguay

Pour le Venezuela, la conclusion du Cycle d'Uruguay a été un événement de la plus haute importance car, si ce cycle complexe de négociations n'avait pas abouti, le futur système multilatéral de commerce serait assez incertain et il aurait été plus difficile de contenir les tendances protectionnistes et l'unilatéralisme dans le domaine commercial que pratiquent certains pays ou blocs de pays et qui affecte tout particulièrement les pays en développement.

Le Venezuela est convaincu que l'application des résultats du Cycle d'Uruguay, qu'il considère comme globalement positifs, assurera des conditions commerciales plus stables, plus sûres et plus prévisibles, fondées sur l'ouverture des marchés et le renforcement des disciplines commerciales multilatérales. Dans ce contexte, les améliorations qui ont été apportées au mécanisme de règlement des différends du GATT, auquel il a recouru en diverses occasions, sont d'une importance capitale pour le Venezuela. L'efficacité de ce mécanisme se trouve en fait renforcée avec l'adoption automatique des rapports des groupes spéciaux et la possibilité de recourir à un organe d'appel dont les jugements quant aux conclusions et recommandations auront un caractère contraignant.

Ce sont là des aspects qui revêtent tous une importance particulière pour le Venezuela, d'autant plus si l'on tient compte du fait que ces dernières années, ses relations commerciales se sont développées de façon significative. Dans ce processus d'adaptation à la nouvelle conjoncture économique mondiale, la participation du Venezuela, tout d'abord au GATT puis à l'OMC, est considérée dans le pays comme un élément capital dans une stratégie de développement qui consiste, notamment, à développer les secteurs productifs, à accroître les exportations autres que de pétrole et à moderniser le cadre juridique régissant le commerce extérieur du pays. L'approbation de l'Accord instituant l'OMC par le Congrès de la République en décembre 1994 témoigne de l'importance que cet accord revêt pour le Venezuela.

Accord de Carthagène

Les progrès du processus d'intégration andine ont été significatifs au cours de cette période. En 1992, bien que le Pérou ait temporairement suspendu tous ses engagements relatifs à la zone de libre-échange et à l'union douanière, le Programme de libéralisation pour le démantèlement tarifaire et paratarifaire automatique a été intégralement réalisé. La pleine participation de l'Equateur à la zone de libre-échange a contribué de manière positive à la consolidation du Groupe andin. En ce qui concerne le Pérou, un accord bilatéral a été négocié, qui prévoit le libre-échange d'un grand nombre de produits des deux parties et qui couvre pratiquement 80 pour cent des échanges réciproques.

En outre, les mesures spécifiques suivantes ont été prises afin de renforcer le processus d'intégration: adoption d'un régime commun en matière de propriété industrielle; réglementation d'application de la politique andine d'élimination de la part de cargaison réservée; réglementation d'application de la politique andine du ciel ouvert; adoption des Règles andines relatives à l'évaluation en douane; établissement d'une norme andine en matière de transit douanier; adoption d'un Règlement andin relatif à la santé vétérinaire; élimination des subventions à l'exportation dans les échanges à l'intérieur de la sous-région.

Ultérieurement (en 1994), l'entrée en vigueur du tarif extérieur commun (TEC) du Groupe andin, qui constitue un pas important vers une étape supérieure de l'intégration, a eu pour effet de

A SUIVRE

rendre plus transparentes les conditions de commerce et d'améliorer les possibilités d'accroissement des échanges et des investissements. Par ailleurs, le TEC renforce les pays andins dans leur position de négociateur face aux pays tiers.

En outre, il a été convenu de ne plus recourir, à compter du 1er janvier 1996, aux régimes douaniers spéciaux dans les échanges à l'intérieur de la sous-région, afin d'éviter les distorsions dans l'Union douanière.

Dans le domaine de l'agriculture, le Système andin de fourchettes de prix pour les produits agricoles a été mis en place, afin de stabiliser le coût des importations d'un groupe particulier de produits agricoles qui se caractérisent par l'instabilité marquée de leurs prix.

Ces progrès dans le processus d'intégration andine ont permis aux pays andins d'avoir des relations très satisfaisantes dans le domaine du commerce et de l'investissement, et il est à noter que les exportations du Venezuela hors pétrole vers les pays membres du Groupe andin ont représenté en 1994 31 pour cent des exportations totales, ces pays en constituant la principale destination.

Groupe des Trois

En 1990, le Venezuela, la Colombie et le Mexique ont engagé les négociations visant à la conclusion d'un Accord de complémentarité économique qui permette de créer une zone de libre-échange. L'Accord de libre-échange du Groupe des Trois, qui est entré en vigueur le 1er janvier 1995, constitue un élément important pour les relations économiques des pays qui l'ont signé ainsi que pour l'avenir du processus d'intégration des pays d'Amérique latine.

Cet accord ne se limite pas au commerce des marchandises, mais a un champ d'application beaucoup plus vaste et beaucoup plus ambitieux qui recouvre d'autres domaines fondamentaux de l'économie, tels que les domaines dits nouveaux du commerce international, et oriente et régit les relations des membres du Groupe des Trois en ce qui concerne le commerce des services, l'investissement et la propriété intellectuelle. Il sera notifié à l'OMC dans son intégralité une fois achevées les négociations en cours sur les services et l'investissement.

Participation au processus d'intégration latino-américaine

La participation du Venezuela au processus d'intégration latino-américaine s'est matérialisée dans divers contextes:

- a) Accord de complémentarité avec le Chili: Le 2 avril 1993, le Venezuela a signé l'Accord de complémentarité économique avec le Chili, qui est entré en vigueur en juillet de la même année et dont l'objet est de créer un espace économique élargi dans un délai de six ans au maximum.

Cet accord prévoyait un programme de libéralisation tarifaire progressive et différenciée, selon le degré de sensibilité des produits de chaque pays. Trois listes de produits ont été établies à cet effet, une liste de produits soumis à un processus de démantèlement tarifaire accéléré qui sera mené à bien en 1996, une liste de produits soumis à un démantèlement plus lent d'ici à 1999, et une liste d'exceptions où figurent les produits jugés particulièrement sensibles.

Il convient de mentionner tout spécialement les accords conclus en matière d'investissement et de transport maritime, qui, respectivement, prévoient l'application du traitement national aux investissements de l'autre partie et accordent la liberté d'accès aux cargaisons.

- b) Accords sur le commerce et l'investissement avec les pays d'Amérique centrale et la Communauté des Caraïbes: Il s'agit d'accords visant à renforcer les relations de coopération du Venezuela avec ces pays. L'Accord conclu avec les pays du CARICOM, qui a été signé en octobre 1992, est entré en vigueur le 1er janvier 1993 et prévoit l'octroi de préférences commerciales non réciproques par le Venezuela.

En ce qui concerne les pays d'Amérique centrale, la première étape, qui consistait à appliquer un traitement spécial aux disponibilités exportables de ces pays, a été menée à terme en 1992, et un processus a ensuite été engagé, au début de 1993, en vue de la conclusion d'un Accord-cadre sur le commerce et l'investissement prévoyant la négociation d'une zone de libre-échange entre le Venezuela, la Colombie et les cinq pays membres du Marché commun centraméricain; ce processus n'a pas encore abouti.

- c) Accords de complémentarité économique avec le Brésil et l'Argentine: En 1992, ont été regroupés en un seul instrument juridique l'Accord de complémentarité économique n° 20 et les divers accords commerciaux conclus avec l'Argentine dans le cadre de l'ALADI. Ultérieurement, en 1993, il a été décidé d'étendre les préférences accordées jusqu'alors et d'augmenter le nombre de produits relevant de l'Accord qui bénéficient d'un traitement préférentiel dans les échanges entre les deux pays.

Pour ce qui est du Brésil, la renégociation de l'Accord de complémentarité économique n° 27 a été menée à bien; les préférences existantes ont été étendues et le nombre de produits bénéficiant d'un traitement préférentiel a été augmenté.

Sommet des Amériques

Les relations commerciales du Venezuela avec les pays de l'Amérique du Nord ont été historiquement importantes pour le pays. Les Etats-Unis sont depuis des années le principal débouché de ses produits d'exportation, et, avec le Mexique et le Canada, sont potentiellement le plus gros importateur de produits vénézuéliens de tout l'hémisphère. Ce facteur, rapporté au processus de rapprochement et d'établissement de liens commerciaux avec les pays des Caraïbes, d'Amérique centrale et d'Amérique latine, est un élément essentiel de la politique vénézuélienne en matière de commerce extérieur.

Dans ce contexte, les initiatives prises en vue de la création d'une Zone de libre-échange des Amériques à l'horizon 2005 sont compatibles avec la vocation intégrationniste du Venezuela. Depuis décembre 1994, date à laquelle ont été posés les principes de la création de cette zone, lors du Sommet des Amériques, les autorités gouvernementales du Venezuela chargées des relations économiques extérieures ont accordé la priorité aux travaux liés à cette question, afin de progresser, selon le calendrier fixé, dans l'établissement des bases pour la négociation d'un espace libre d'obstacles au commerce dans tout l'hémisphère, qui permette au Venezuela d'accroître sa capacité de production et de développer ses relations commerciales avec ses voisins.

A SUIVRE

Perspectives en matière de politique commerciale

La stratégie du Venezuela dans le domaine commercial s'articule autour de trois grandes lignes d'action, à savoir: i) initiatives au niveau multilatéral dans un sens plus large, comme par exemple sa participation à l'Organisation mondiale du commerce; ii) initiatives au niveau régional en Amérique latine et dans les Caraïbes; iii) initiatives au niveau bilatéral à l'égard de ses principaux partenaires commerciaux: Etats-Unis, Union européenne et Japon.

OMC

La participation à l'OMC, qui vient d'être créée, implique que tous ses Membres prennent un engagement ferme et que tous les acteurs gouvernementaux et économiques qui interviennent dans les différents domaines qui y sont traités prennent réellement part aux travaux de cette importante organisation. C'est pour cette raison que l'une des priorités du Venezuela en matière de stratégie commerciale est de faire connaître dans le pays, à tous les niveaux, les engagements que l'Etat a contractés dans chacun des Accords, afin d'empêcher les manquements éventuels, ainsi que les droits qui résultent de ces accords, afin que le pays puisse en user.

Par ailleurs, la stratégie du Venezuela consistera dans ce contexte à permettre au pays de se préparer comme il convient par le programme de négociations futures, tant en ce qui concerne les révisions et vérifications de la mise en oeuvre concrète des divers accords que pour ce qui est des nouveaux thèmes qui sont apparus à la fin des négociations du Cycle d'Uruguay et qui feront partie du programme de travail futur de l'OMC.

Intégration des pays des Amériques

Depuis le Sommet des Amériques, qui s'est tenu à Miami en décembre 1994, le Venezuela se trouve engagé de manière active dans tout le processus initial de négociation prévu par le Sommet. Il entend continuer à encourager les initiatives susceptibles de conduire à la création de la Zone de libre-échange des Amériques à l'horizon 2005.

Amérique latine et Caraïbes

La conclusion d'accords et l'établissement de liens commerciaux avec les pays et groupes de pays d'Amérique latine constituent aussi une priorité pour le Venezuela. C'est à cet effet que la coopération infrarégionale sera développée aussi bien dans le domaine du commerce que dans d'autres domaines, selon les affinités géographiques, économiques et culturelles, ce qui exige que soient définis des espaces géopolitiques et géoéconomiques sur la base de facteurs d'identité commune.

Avec le Groupe andin, l'intégration à l'intérieur de la sous-région sera renforcée, l'objectif étant d'harmoniser les politiques macro-économiques de ses pays membres et de cristalliser les initiatives conjointes dans les négociations internationales. Avec les pays du MERCOSUR, le Venezuela est en pourparlers dans le but d'engager les négociations visant à la conclusion d'un traité de libre-échange, en coordination avec les autres pays du Groupe andin. Par ailleurs, la zone de libre-échange avec le Chili sera consolidée.

En outre, le Venezuela poursuivra sa politique de coopération avec les pays du Bassin des Caraïbes et il renforcera ses liens avec ces pays. Au début de 1996, l'Accord sur le commerce et l'investissement passé entre le Venezuela et la Communauté des Caraïbes fera l'objet d'un examen en vue d'en évaluer le fonctionnement et d'en étendre le champ d'application.

A SUIVRE

Les activités de coopération se poursuivront au sein de l'Association des Etats des Caraïbes récemment créée, dont sont membres tous les Etats du Bassin des Caraïbes et qui constitue un ensemble centraméricain, sud-américain et insulaire.

En ce qui concerne les négociations relatives à l'Accord de libre-échange avec les pays d'Amérique centrale, on espère qu'elles seront menées à terme en 1996 de manière à raffermir ainsi les relations commerciales avec cette région.

Relations commerciales bilatérales avec d'autres partenaires

Des initiatives seront prises au niveau bilatéral dans le but de renforcer les liens déjà existants avec les partenaires commerciaux du Venezuela, afin de tirer ainsi le meilleur parti des avantages offerts par ces pays en matière de coopération commerciale et d'investissement.

FIN